



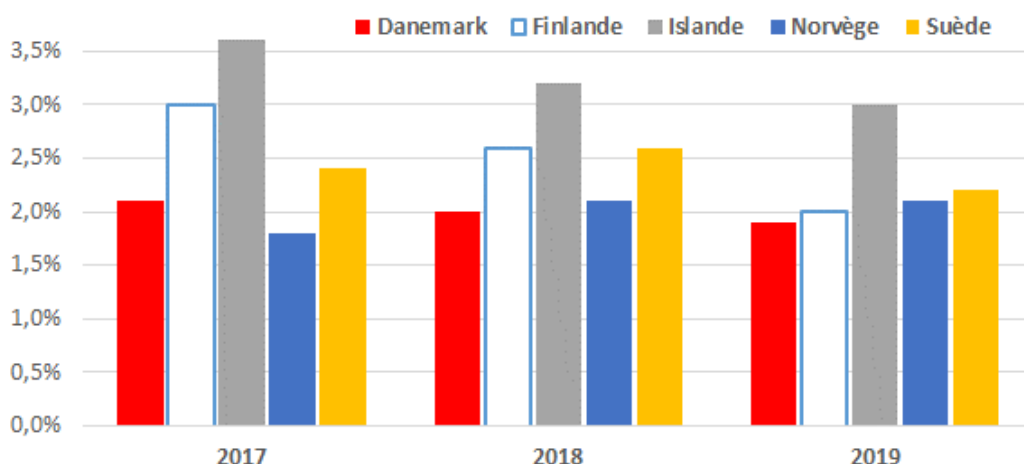
La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 154 du 27 avril 2018

Pays Nordiques

Conjoncture. Selon les dernières prévisions du World Economic Outlook du FMI d'avril 2018, les pays de la zone nordique dont la croissance sera la plus forte sont, par ordre décroissant, l'Islande (3,2%), la Finlande et la Suède (2,6%), la Norvège 2,1% et le Danemark 2%. A l'exception de la Norvège, les analystes tablent sur un fléchissement de la conjoncture en 2019.



Danemark

Promotion des entreprises. Le ministre de l'Industrie, des Entreprises et des Affaires financières, Brian Mikkelsen, a annoncé vouloir mettre en oeuvre le rapport du Comité de simplification pour la promotion des entreprises. Créé en juin 2017 et présidé par Claus Juhl, le Comité a formulé 26 recommandations, afin de diminuer le nombre d'acteurs et de regrouper les réseaux de promotion. La réforme, dont le coût s'élève à 4,7 Mds DKK (631 M€), prévoit l'instauration d'un comité de promotion unique, la réduction des 60 réseaux actuels à 10/12 clusters, le remplacement des six incubateurs actuels par cinq maisons de commerce et la création d'une plateforme numérique (CRM).

DFDS. L'armateur danois DFDS a signé un accord le 12 avril dernier afin d'obtenir 98,8% des actions de la compagnie maritime turque U.N. Ro-Ro pour 7,1 Mds DKK (953 M€). Cette dernière, opérant cinq routes reliant l'Italie et la France à la Turquie, emploie 500 personnes et exploite 12 navires rouliers. Avec 42% de marge d'exploitation en 2017, les prévisions de chiffre d'affaires d'U.N. Ro-Ro s'élèvent à 240 M€ pour 2018.

A.P. Møller-Maersk. La plus grande entreprise danoise a connu en 2017 une croissance en volume de 3,7%, bien inférieure à la moyenne du secteur des compagnies maritimes, qui s'élève à 5,3%. Cette faible croissance est notamment due à la cyber-attaque qu'a connue l'armateur durant l'été 2017. Les clients de Maersk Line ne pouvaient alors ni suivre leurs expéditions, ni passer de commande en ligne : le coût de cette attaque avait été évalué par la compagnie entre 1,5 et 1,8 Md DKK (201 à 242 M€).

Finlande

Conjoncture. Les prévisions du printemps 2018 du ministère des Finances tablent sur une croissance de 2,6 % cette année, stable par rapport à 2017. La conjoncture continuerait de bénéficier du dynamisme de la demande intérieure : la consommation privée devrait notamment accélérer, à la faveur des augmentations salariales décidées fin 2017 et début 2018 et de la diminution du chômage. En matière d'exportations, le renforcement de l'activité chez les principaux clients de la Finlande, dont la zone euro et la Suède, contribue à la progression de la demande adressée à la Finlande. En 2019, le PIB devrait croître de 2,2 %. Ce ralentissement s'expliquerait en partie par la remontée des prix à la consommation, freinant les dépenses de ménages. En revanche, le niveau des investissements devrait se maintenir (+3,8 % contre +3,6 % en 2018). Le déficit des finances publiques s'établirait à -0,6 % du PIB en 2018, stable par rapport à 2017. Outre l'effort de consolidation budgétaire engagé depuis 2015, le dynamisme économique contribue de façon significative au rééquilibrage des finances publiques. Le gouvernement prévoit ainsi un surplus budgétaire de 0,1 % en 2020. Le chômage devrait continuer à décroître en 2018 et 2019 pour atteindre 7% en 2020.

Emploi. L'Institut finlandais de la statistique, *Tilastokeskus*, a récemment publié les chiffres de l'emploi en 2017. En moyenne annuelle, le taux de chômage est passé de 8,8% en 2016 à 8,6% en 2017. Le taux d'emploi se situait à



69,6%, en augmentation de 0,9 point de pourcentage par rapport à 2016. Dans un contexte de lente résorption du chômage malgré l'amélioration de l'activité économique, le gouvernement a annoncé, lors de la publication début avril du plan budgétaire général pour 2019-2022, une série de mesures en faveur de l'emploi. En plus de la hausse des moyens accordés à la formation professionnelle (+54 M€) et à l'accompagnement des chômeurs (+11 M€), les règles d'embauche et de licenciement devraient être assouplies. Le gouvernement prévoit notamment d'exempter temporairement les entreprises de l'obligation de justifier le recours à un CDD lorsqu'elles recrutent une personne de moins de 30 ans au chômage depuis plus de trois mois. Ces annonces en matière de flexibilisation du marché du travail ont suscité les critiques des partis de l'opposition et des syndicats, le syndicat des services, PAM, ayant notamment évoqué la possibilité d'un mouvement de grève.

Fortum. L'énergéticien finlandais Fortum a été sélectionné par le groupe de la grande distribution S-Market pour équiper 40 de ses magasins finlandais en panneaux solaires. L'installation de ces panneaux solaires d'une capacité totale de 10 MW devrait débuter à la fin du mois d'avril 2018 et s'achever à l'automne. Pour rappel, la capacité totale de production d'énergie solaire en Finlande était d'environ 35 MW en 2017.

Norvège

Excédent commercial. La Norvège a vu son excédent commercial reculer sensiblement en mars sous l'effet d'une nette progression des importations. Les exportations ont progressé modérément (+2,6%), mais bien moins rapidement que les importations (+10,6%). L'excédent s'élève donc à près de 15 Mds NOK (1,6 Md€), en baisse de 21,4% en glissement annuel. Les échanges ont été affectés par des éléments de calendrier, les vacances ayant traditionnellement pour effet de limiter les volumes, mais les exportations de pétrole ont bondi de 24,1% en mars, grâce à la remontée du cours du baril et à une augmentation des volumes. Hors hydrocarbures et transport maritime, la balance commerciale accuse un déficit de 26 Mds NOK (2,7 Mds€) sur le mois de mars, et de 58,5 Mds NOK (6 Mds€) sur le premier trimestre. En incluant les hydrocarbures et le transport maritime, la balance commerciale est excédentaire de 65,3 Mds NOK (6,7 Mds€) depuis le début de 2018.

Véhicules électriques. La fiscalité très avantageuse en faveur des véhicules électriques devrait être progressivement modifiée dans la ville d'Oslo dans les années à venir. Ainsi, les péages autoroutiers situés aux entrées d'Oslo, actuellement gratuits pour les voitures électriques, devraient être facturés 30 NOK (3€) l'année prochaine, 45 NOK (4,6€) en 2020 et 71 NOK en 2025 (7,3€). De nouveaux péages devraient également voir le jour au Nord et à l'Est d'Oslo.

Norwegian. Le consortium AIG (International Airlines Group) a racheté 4,61% des parts de la compagnie Norwegian, faisant bondir les actions du groupe de 25%. Selon les analystes, le positionnement de AIG en Espagne (Vueling, Iberia) et dans les îles britanniques (British Airways, Aer Lingus) ouvrirait des opportunités intéressantes pour la compagnie norvégienne, qui souhaite miser davantage sur les vols transatlantiques vers l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud.

Norsk Hydro. Le producteur norvégien d'aluminium Norsk Hydro a publié des résultats trimestriels en hausse, et ce malgré d'importantes difficultés au Brésil et les problématiques liées aux taxes sur l'acier et l'aluminium appliquées par les Etats-Unis. Au premier trimestre, le bénéfice net a ainsi progressé de 19% par rapport au 1^{er} trimestre 2017, à près de 2,1 Mds NOK (216 M€), pour un chiffre d'affaires en hausse de 74% à près de 40 Mds NOK (4,1 Mds€). Le prix de l'aluminium est en hausse de 14% sur les trois premiers mois de 2018 : après une baisse des prix due aux tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine et à l'instauration par Washington de 10% de droits de douane sur l'aluminium importé, le prix a bondi en avril, suite aux sanctions américaines contre le russe Rusal, deuxième producteur mondial. Le marché reste toutefois très volatile : la récente annonce par le Trésor américain d'un report dans l'application de certaines sanctions a fait à nouveau redescendre les prix.

Islande

Politique budgétaire. La Première ministre islandaise a présenté le 4 avril le plan de programmation budgétaire du gouvernement islandais pour la période 2018 à 2023 et qui, conformément au programme gouvernemental, prévoit une hausse des dépenses dans le secteur de la santé, des affaires sociales et de l'environnement. Dans le détail, le budget alloué au secteur de la santé devrait augmenter de 20% pour atteindre les 2 Mds€ en 2023 avec en complément un financement public de la construction du nouvel hôpital national qui s'élèvera à 616 M€. Les aides financières aux familles et foyers les plus défavorisés devraient augmenter de 14% pour atteindre 1,8 Md€ en 2023. Dans le même temps le gouvernement prévoit une diminution de la fiscalité des ménages les plus défavorisés qui sera compensée par une augmentation temporaire des prélèvements sur les bénéfices des banques, la hausse de la taxe carbone qui augmentera de 10% en 2019 et 2020, et par la mise en place d'une future taxe sur les activités touristiques. Le budget consacré à l'environnement augmentera de 37% sur cinq ans avec pour objectif de réduire drastiquement les émissions de CO₂ et d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2040. Les investissements publics, tous secteurs confondus, devraient avoisiner 2,9 Mds€ sur la période considérée et seront destinés principalement aux infrastructures routières



et aéroportuaires (1 Md€), à l'acquisition de trois nouveaux hélicoptères pour les garde-côtes ainsi que le déploiement de la fibre optique sur l'ensemble du territoire islandais d'ici 2020. Malgré un ralentissement de la croissance, les prévisions du gouvernement soulignent que l'endettement public (Etat et collectivités locales) devrait poursuivre son mouvement de reflux en passant sous la barre des 30% du PIB fin 2019 avec pour objectif 22% du PIB en 2022.

Elections locales. Selon un récent sondage conduit par le journal islandais Fréttablaðið auprès des électeurs de Reykjavik, le Parti de l'Indépendance et l'Alliance Sociale-Démocrate remporteraient le plus de sièges à Reykjavik lors des prochaines élections locales qui auront lieu le 26 Mai 2018. Ces deux partis obtiennent respectivement 28% et 27% des intentions de vote des électeurs à Reykjavik, suivi par le Parti Pirate (11%) et le Mouvement de la Gauche-Verte (8%). L'actuelle coalition à la tête de la ville de Reykjavik, qui se compose de l'ASD, du Parti Pirate et du mouvement Gauche-Verte, perdrait donc sa majorité selon ces dernières prédictions.

Suède

Conjoncture. Selon les dernières projections du ministère suédois de Finances, la croissance va progressivement ralentir après les 2,8% attendus cette année. En effet, le ministère table ensuite sur une croissance de 2,2% en 2019, 2,1% en 2020 et 1,8% en 2021. En dépit de ce fléchissement, les finances publiques resteront saines avec des excédents qui atteindraient 0,5% en 2018 comme en 2019 puis 0,8% en 2020 et 1,7% en 2021. Dans ce contexte, la dette brute consolidée passerait de 37,3% en 2018 à moins de 30% dès 2021 (29%). En dépit des marges de manœuvres financières retrouvées et d'une croissance relativement solide, le niveau du chômage se maintiendrait autour de 6% jusqu'en 2021.

Paris sportifs. Le portail et forum des paris sportifs en ligne « *Parissportifs.com* », référence sur le marché français, a été racheté par le suédois Catena Media pour 8,2 M€. Ce site permet d'identifier facilement et gratuitement les pronostics et les conditions de paris en ligne d'un grand nombre d'acteurs et permet aussi de bénéficier d'interviews exclusives en avant-première d'événements sportifs de toute nature.

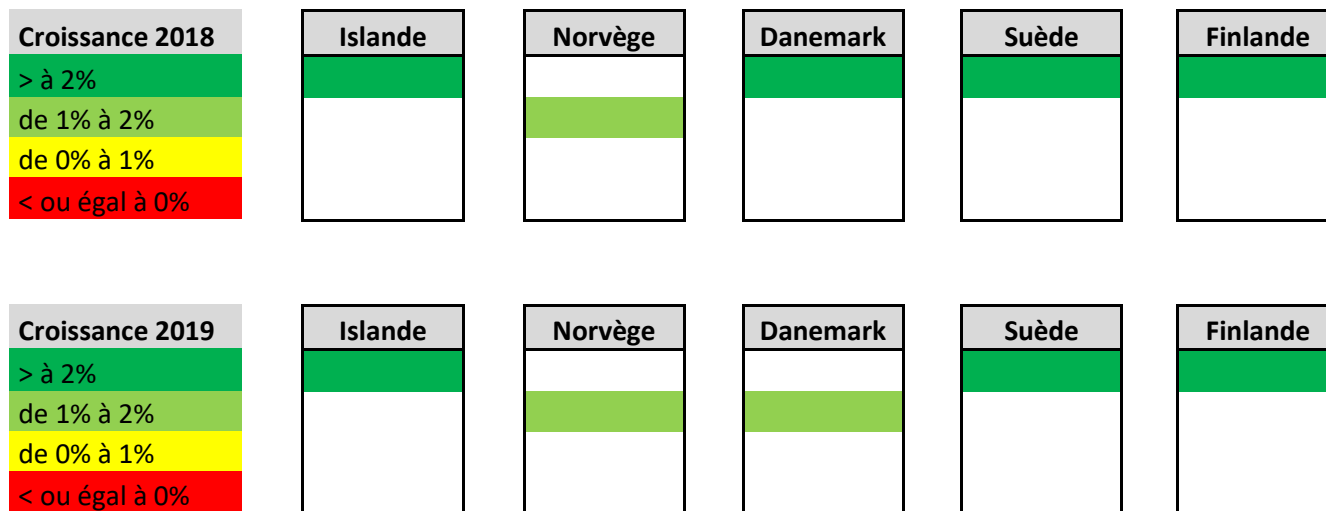
IKEA. Le leader suédois de l'ameublement va ouvrir au 2ème trimestre 2019 une enseigne en plein cœur de Paris à proximité de la Place de la Madeleine. Il s'agit d'un nouveau type de magasin de 5 000m², soit un quart des surfaces traditionnelles ouvertes généralement dans les banlieues des grandes agglomérations. L'assortiment sera presque identique à celui des plus grandes enseignes, mais il faudra, en revanche, se déplacer à un centre de dépôts en dehors du centre de Paris pour réceptionner les meubles commandés.

Intrum Justitia. Le leader suédois du recouvrement de créances, Intrum Justitia, renforce sa position en Italie en signant un accord avec la banque locale Intesa SanPaolo d'une valeur globale de 3,6Mds€. L'opération consiste pour IJ à verser 500M€ pour acquérir 51% du capital de Capital Light Bank, la filiale de recouvrement d'Intesa SanPaolo, puis dans un deuxième temps à reprendre à son compte près de 11 Mds€ de créances douteuses (valorisation comptable) pour 3,1 Mds€. Cette transaction permettra ainsi à la banque italienne de déconsolider la moitié de ses prêts non performants et au groupe suédois de s'affirmer comme le principal acteur du secteur en Europe.



La quinzaine nordique – 27 avril 2018 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (février 2018)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Gouvernement	1,9	1,7	2,6	2,2	1,5	1,9	2,8	2,2	-	-
Banque centrale	1,9	1,8	2,5	1,5	1,9	1,4	2,8	1,8	3,4	3,2
Institut stat./conj****.	2,3	2,0	2,8	2,4	2,0	1,9	2,8	2,1	2,9	2,8
Commission*	2,0	1,9	2,8	2,5	1,6	1,8	2,7	2,0	3,1	2,3
FMI**	2,0	1,9	2,6	2,0	2,1	2,1	2,6	2,2	3,0	2,8
OCDE***	2,0	2,0	2,5	2,0	1,8	1,9	2,8	2,3	4,3	2,5
SEB	2,4	2,3	2,5	2,4	2,0	2,1	2,6	2,4	-	-
Nordea	1,8	1,7	3,0	2,5	2,4	2,4	2,5	1,9	-	-
Danske Bank	1,8	1,9	2,4	2,0	2,5	2,3	1,7	2,0	-	-

Source :

* Prévisions d'hiver (février 2018)

** World Economic Outlook (avril 2018)

*** Perspectives économiques (novembre 2017)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Déficit public	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Gouvernement	-0,3	0,2	-0,6	-0,2	3,9	-	1,1	1,0	-	-
Commission*	-1,0	-0,9	-1,4	-0,8	4,6	4,8	0,7	0,6	1,1	0,9
FMI**	-0,8	-0,5	-1,4	-0,9	3,7	3,8	1,1	0,7	1,2	1,1
OCDE***	-1,1	-0,8	-1,1	-1,1	5,8	6,0	1,7	1,9	1,1	1,0

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Dette publique	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Gouvernement	35,4	34,6	60,4	58,9	-	-	37,9	34,3	-	-
Commission*	35,5	34,6	62,1	61,6	34,0	33,0	36,6	34,4	32,0	29,6
FMI**	35,9	35,1	60,5	59,6	36,7	36,7	38,0	34,4	38,4	34,9

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Autres	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
inflation (IPCH)*	1,4	1,6	1,4	1,6	2,2	2,4	1,8	1,7	2,6	2,9
cons. privée*	2,5	2,5	1,8	1,6	1,9	1,8	2,5	2,3	5,4	3,4
chômage (BIT)*	5,6	5,5	8,3	8,0	3,3	3,0	6,4	6,3	3,2	3,1

Source :

* *Prévisions d'hiver* (février 2018)

** *World Economic Outlook* (avril 2018)

*** *Perspectives économiques* (novembre 2017)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

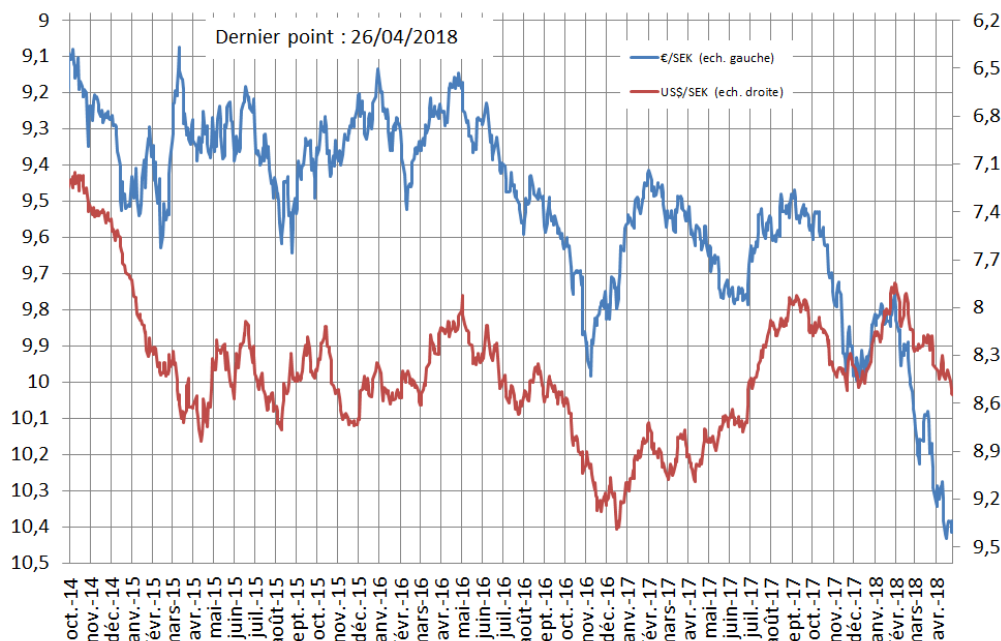
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

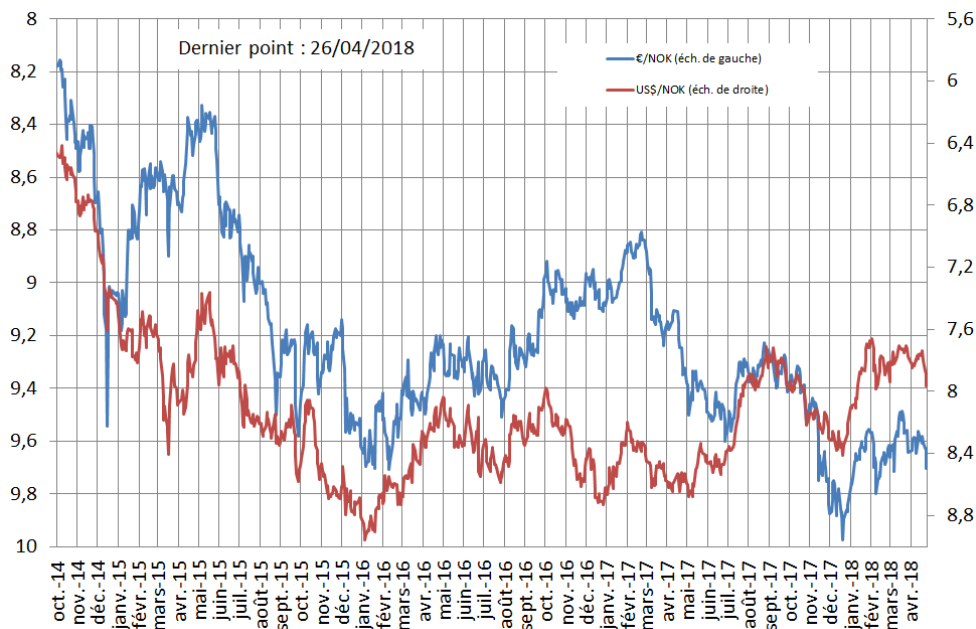


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J.-T. Pénet), Helsinki (T. Cardiel), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, J. Grosjean, R. Saudrais, L. André).